

L'article de Jean Peyrelevade sur la « renaissance de la social-démocratie ».

Posté le : 23 mai 2022 20:04 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Concepts fondamentaux, Crise systémique, Europe de l'est, Attitudes, Histoire économique récente, Réforme, hyperfiscalité, Economie et politique, Fiscalité

1. L'article constate la perte de cohérence de la gauche et son incapacité à revenir au pouvoir. Mais n'en donne aucune explication. La société est déclarée fracturée mais le rôle des politiques socialistes en faveur de cette fracturation n'est pas évalué. Idem pour le déclin de l'économie, idem pour les déficits des finances publics. Comme si « Touche pas à mon pote », le programme commun, puis la poussée de dépenses publiques du gouvernement Rocard puis la folie des 35 heures, puis la débauche de mesures prises par les gouvernements du quinquennat Hollande, n'avaient pas joué leur rôle. Du coup on affirme que la social-démocratie est la solution sans apporter la moindre preuve. C'est une pure pétition de principe.
2. L'article souligne que le pouvoir est capté par une « minorité réduite ». Mais il n'y a pas d'analyse de cette minorité réduite : il s'agit essentiellement de la génération socialiste promue par Mitterrand et qui prospère en famille, en s'appuyant considérablement sur l'énarchie compassionnelle et les équipes rassemblées par Delanoë. Il s'agit d'une caste socialiste-compatible, étatiste, bureaucratique, fiscaliste, européiste, partiellement genrée. L'homogénéité est dans l'illibéralisme et la préférence social-démocrate pour la fonction publique. La fusion récente de la haute fonction publique qui tient l'état, et les équipes qui tiennent la politique, est la cause des maux soulignés. Ce qui n'est pas diagnostiqué.
3. Macron est un social-démocrate qui a tout centralisé entre ses mains en violant l'esprit et la lettre de la constitution. On peut dénoncer la pratique sans demander le retour au septennat et la déconnexion des élections présidentielles et législatives.
4. La décentralisation est un sujet compliqué. Dire qu'il faut simplifier et généraliser la décentralisation n'a pas de sens global. Il faut regarder dans le détail. C'est aussi sot que d'affirmer qu'il faut faire tout remonter à Bruxelles. La vérité est que l'État est désormais largement impuissant, écartelé par le haut et par le bas ; cette impuissance est une des causes principales de la crise démocratique. Ne pas évoquer les moyens de retrouver de la puissance souveraine sur les grands sujets et au contraire toujours favoriser ce qui aggrave la difficulté n'est pas une approche sérieuse.
5. Il faut passer d'un capitalisme actionnarial à un capitalisme de codécision écrit M. Peyrelevade. En route pour les fadaïses Woke. Les entreprises agissent dans un véritable réseau de contraintes judiciaires et administratives. Leur donner une responsabilité politique pour éviter les fractures sociales est indécent : il appartient aux politiques de gérer l'unité du pays, pas aux agents économiques qui peuvent agir à leur guise dans le cadre des lois. En leur demandant d'assumer le travail de l'État, on prouve seulement que le socialisme et la social-démocratie sont impuissants sur cette question. Ajouter qu'on les prive de leur capacité de décision au profit de comités sociaux va encore plus loin dans l'impossibilité de tenir les objectifs de réindustrialisation, de retour à la compétitivité, etc. qu'on déclare indispensables par ailleurs.
6. Le rapport suggère d'améliorer la formation des Français. Mais rien n'est dit des causes de l'effondrement de l'Éducation nationale qui sont très liées au travail de sape des socialistes qui ont cautionné les lubies « déconstructives » des gauchistes excités et de leur association.

7. Il faut en revenir à la planification centrale pour tenir compte des tâches exorbitantes de l'époque : réindustrialisation, transition énergétique, recréation de services publics fonctionnels. On contredit les propos précédents sur la décentralisation.
8. La crise climatique exige de baisser le niveau de consommation des Français y compris les plus pauvres qui vont souffrir. « Il ne faut pas faire rêver les Français sur des hausses utopiques de niveaux de vie ». Mais il faut néanmoins les protéger et avec eux les travailleurs indépendants. Comment ? En augmentant les impôts par une réforme fiscale « structurelle » ! L'adjectif n'a pas de sens et propose une manière édulcorée d'affirmer que les riches doivent payer. C'est une idée tellement éculée qu'il faut changer le vocabulaire. Alors que les petits riches sont les plus taxés du monde ! Mais le symbolique évitera la révolution. Alors le grand retour de l'ISF est nécessaire, structurellement ! Naturellement. **Le sauvetage de notre patrimoine commun exige la taxation du patrimoine !** Ça, c'est de la pensée sociale-démocrate moderne. Alors que les propriétaires vont être soumis à des contraintes extrêmement coûteuses, il faut en plus les taxer à mort et les priver des ressources nécessaires à la tâche de conversion énergétique des immeubles ! Très rocardien, comme objectif !
9. Naturellement il faut renforcer l'Union Européenne, aller vers un fédéralisme plus profond, et élargir ses ressources et ses responsabilités. Cela va en effet renforcer la crédibilité des élites et l'information des Français. Tout sujet transféré à l'UE, et ses exécutifs non élus, quitte la presse et sort du débat national. Cela va certainement renforcer la démocratie.

Conclusion

Il est facile de constater que M. Peyrelevalde est prisonnier des conceptions qui depuis Giscard et Mitterrand, ont détruit la prospérité française et conduit aux désastres polymorphes actuels. On peut noter le peu de différences avec le programme Macron, aux seules postures électoralistes et de triangulation près. Cette tentation social-démocrate et européiste habite totalement Macron et explique ses très médiocres résultats sur la majorité des grandes difficultés nationales.

Notons que le rapport est incapable de parler des 35 heures et de la retraite, deux mesures « techniques » mais qui sont tout de même importantes, non ? Tout est noyé dans le verbiage.

Au total ? Au total, rien. Du blabla et du néant. Du vrai rocardisme suranné et pitoyable.